

La France s'inquiète de l'entrisme des Frères musulmans... mais les protège comme elle protège l'islam

écrit par Pierre Duriot | 21 mai 2025



Deux femmes portant une abaya intégrale, à Valence, en 2023. NICOLAS GUYONNET / Hans Lucas via AFP



Deux femmes portant une abaya intégrale, à Valence, en 2023. *NICOLAS GUYONNET / Hans Lucas via AFP*

On a l'air de commencer à s'inquiéter de l'entrisme des Frères-Musulmans en France. Mais on prend garde de bien les séparer de l'islam, ce qui fait penser à l'islamisme, qui n'a rien à voir avec l'islam, évidemment, qui est une religion de paix et d'amour, tout le monde sait cela. Ainsi la mascarade peut continuer.

Tout comme les attentats aux cris de Allah-Akbar n'ont rien à voir avec l'islam, les Frères Musulmans sont à bien distinguer de l'islam afin de ne pas froisser « l'immense majorité » qui s'intègre parfaitement à la République. Qui s'intégrerait plutôt, uniquement dans le discours, car en pratique, ce n'est pas l'impression qu'on en a en regardant nos rues, désormais bordées de commerces communautaires, coiffeurs, barbiers, épiceries, dont on sait pertinemment que ce sont les façades à peu près acceptables d'un large processus de blanchiment d'argent sale. Ces mêmes rues qui se constellent de femmes voilées, lesquelles font le forcing pour entrer avec leur accoutrement, dans les

écoles et les sports de compétition.

Bref, personne n'a jamais vraiment expliqué la subtile distinction qu'il pourrait y avoir entre islam, islamisme et frères musulmans, mais ça fait bien de les distinguer, sachant que l'un est un enrichissement culturel et les deux autres des fléaux. Mais les politiciens, s'ils ont outrageusement favorisé, à droite comme à gauche, l'installation de mosquées un peu partout en France, tout en trouvant des excuses permanentes à la délinquance des « jeunes » des quartiers, commencent à trouver, aidés par leurs électeurs qui récriminent, que trop c'est trop et que raser les murs pour éviter d'être victimes d'une délinquance galopante qui ne se cache même plus, ça commence à devenir pénible. **Attention, il n'est pas question de lutter contre les Frères-Musulmans ou l'islamisation du pays, ou la délinquance qui pourrait lui être liée, mais de faire croire simplement qu'on va le faire.** Car si l'entrisme des Frères-Musulmans gênait vraiment, on ne voit pas pourquoi nos politiciens, de droite comme de gauche encore une fois, auraient tant attendu pour s'en inquiéter.

La société civile n'en peut plus et l'heure est venue de la bonimenter pour lui faire croire qu'on va faire quelque chose. Parce qu'en réalité, ils vont faire quoi ? Supprimer le regroupement familial ? Arrêter l'immigration sauvage en provenance de la zone arabo-afro-musulmane ? Supprimer les aides sociales et les logement sociaux aux étrangers ? Plafonner les allocations familiales à trois enfants pour juguler la polygamie ? Supprimer le droit du sol ? Comme nous le réclamons au RPF. Non, il ne feront rien de tout cela, l'Europe l'interdirait. Il va donc s'agir de déployer un argumentaire pour faire croire que l'entrisme des Frères-Musulmans, on va lutter contre, mais que l'islam

reste une richesse, sinon, on va sortir de la sacro-sainte correction politique imposée par l'Europe et qui se traduit par des journées sanglantes, comme en Allemagne encore, le week-end dernier, avec des meurtres au couteau commis par des migrants afro-arabes. **Non, il ne se passera rien puisque l'islamisation semble désirée par nos gouvernants, qui soit en font la promotion, soit ferment gentiment les yeux et évitent de trop en parler.** Quelques « complotistes » parlent d'une volonté délibérée du pouvoir d'en arriver à la guerre civile pour justifier l'instauration d'une dictature de temps de guerre, on se demande s'ils ont vraiment tort. Quel intérêt ? Et les promoteurs occidentaux de cette instauration à petit feu de la charia, ils comptent se convertir pour rester au pouvoir, ou sur le fait qu'ils seront épargnés pour services rendus ?

Il y a bien une interrogation forte sur cette marche forcée en direction de l'islam radical et on voit l'exemple de l'Angleterre, où déjà des tribunaux de la charia et des patrouilles de la charia veillent au respect des règles communautaires dans certains secteurs. Quel intérêt encore une fois ? Est-ce cela que l'on veut pour la France en haut lieu ? Pour quoi faire ? Comment croire que l'instauration de républiques islamiques en Europe serait un bienfait ? Qu'est-ce qui serait compatible chez eux, avec l'idée que l'on se fait de nos occidentalités ? Le voile des femmes ? L'égorgement halal ? L'antisémitisme ? La criminalisation de l'homosexualité ? La place faite au femmes dans les sociétés régies par la charia ? Ou plus simplement, l'incapacité à produire la moindre invention intéressante depuis 1400 ans ?

Quelques voix de politiques commencent à s'inquiéter, mais on a l'habitude des beaux discours martiaux suivis d'aucun effet. Notre Retailleau national, bête noire du

régime algérien, cause bien, mais en pratique, il fait quoi ? Il va autoriser que l'on pourchasse les auteurs de délits de fuite. Oui et les policiers qui pourchassent auront le droit de quoi ? De tirer ? De percuter ? Ou seulement le droit de les rattraper pour leur demander de s'arrêter gentiment ? Et si les bandits ne s'arrêtent pas, il se passe quoi ? Et si les policiers abîment l'un de ces chers petits, qui étaient des anges, comme toujours et qui tenaient la porte aux dames, ils se passera quoi pour eux ? Si on veut vraiment changer le cours des choses il va falloir se résoudre à passer à des pratiques que jusqu'ici, on réproouve fortement. En fait, il va falloir changer carrément de logiciel et arrêter d'écouter l'Europe, dont toute l'action va dans le sens de l'islamisation et arrêter d'écouter la gauche radicale, dont les dirigeants font la promotion de l'islam, tout en se gardant bien d'aller habiter dans les quartiers où la charia est déjà quasiment la règle.

Blog du RPF

Pierre Duriot : porte parole du RPF